

grecs votent souvent sans avoir même lu les documents négociés. Tout devait être approuvé en bloc, sans amendements possibles. » témoigne une élue grecque.

Il ressort de ces différents éléments que les réformes structurelles imposées par la « troïka » ont eu pour objectif essentiel de dégager un excédent budgétaire primaire en vue de servir les créanciers, fut-ce au prix de la destruction et du sacage de l'économie grecque.

Les fonctionnaires de la « troïka » ont ainsi régulièrement été conspués et pris à parti par la population (<http://www.greekcrisis.fr/2013/11/Fr0293.html#deb>). Symbole et principal promoteur de l'orthodoxie budgétaire, c'est à dire de l'austérité et dans le cas de la Grèce, de la servitude par la dette, l'Allemagne et Angela Merkel ont également été régulièrement prises pour cibles par les manifestants qui assimilent très clairement la situation à une nouvelle forme d'occupation (http://www.huffingtonpost.fr/2012/10/09/angela-merkel-visite-grece-athenes-economie-manifestations-violentes_n_1950798.html).



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2015/03/o-MERKEL-GRECE-570.jpg>)

L'espoir Syriza

Dans ce contexte, la victoire du parti d'extrême gauche Syriza aux élections législatives de janvier 2015 portait tous les espoirs de la population grecque concernant une sortie de l'esclavage de la dette. Le programme du parti d'Alexis Tsipras (<http://www.la Tribune.fr/opinions/tribunes/20150126/ribnd95bee2cb/le-programme-de-syriza-l-enjeu-pour-la-grece.html>) prévoyait ainsi une annulation partielle de la dette, d'environ 50 %, partant du constat que le montant actuel serait impossible à rembourser, destiné à redonner une marge de manœuvre budgétaire au pays et à enclencher des réformes économiques destinées à relancer la croissance. A cet effet, le remboursement des prêts existants devait être conditionné à un retour de la croissance. Le programme de Syriza prévoyait également un réajustement de la fiscalité en direction des grandes fortunes et de l'évasion fiscale. Au niveau social, des mesures aussi fortes que symboliques, visant à rompre avec des années de paupérisation massive de la population, prévoyait notamment la gratuité de l'électricité et des transports pour les ménages vivant sous le seuil de pauvreté, le paiement d'un treizième mois pour les petites retraites ainsi que la réintégration des fonctionnaires licenciés.

Le discours d'Alexis Tsipras prononcé après la proclamation des résultats de sa victoire électorale, le 25 janvier, explicite le lien de causalité établi par la population grecque entre l'asservissement à la dette et l'occupation du pays par la troïka. Le recouvrement de la souveraineté et la fin de l'humiliation constituaient les enjeux majeurs du scrutin pour la population, comme en témoigne ces passages du discours de Tsipras :

« Le verdict des électeurs grecs ferme définitivement le cercle vicieux de l'austérité dans notre patrie. Le verdict du peuple grec, votre verdict, annule aujourd'hui et de manière définitive les mémorandums, synonymes d'austérité et de catastrophe. Le verdict du peuple grec relègue la Troïka au passé de notre cadre européen commun. »

[...]

« Dans ce dialogue sincère, dans cette négociation primordiale qu'elle entend mener, la Grèce, je tiens à vous l'assurer, la Grèce se présentera avec ses propres propositions, solidement argumentées, son propre plan de réforme nationale visant à instaurer des changements radicaux, son propre plan budgétaire pour les quatre années à venir, sans nouveaux déficits ni excédents surréalistes. Elle se présentera avec ses propres propositions concernant la dette, et son propre plan d'investissement et de reconstruction productive du pays. »

On le voit, une partie essentielle du discours d'Alexis Tsipras est consacré au recouvrement de la souveraineté nationale grecque et à la fin de l'humiliation qu'a constitué la mise sous tutelle du pays par la « troïka ». Ce que veut le pays, c'est donc avant tout entreprendre des réformes en rupture avec la politique d'austérité d'inspiration germanique et mettre en œuvre un programme économique qui lui soit propre et non pas imposé par les créanciers.

Ce programme et ce formidable espoir vont cependant se fracasser contre le mur de l'argent.

Fort de son mandat populaire, le premier ministre grec s'est immédiatement lancé dans une campagne de communication à l'adresse des créanciers, et particulièrement de l'Union Européenne, en remettant en cause la forme d'occupation politique que constituait la « troïka ». Dans l'incapacité de se financer sur les marchés financiers qui classent la dette souveraine grecque en catégorie spéculative et dont les taux sont prohibitifs, le gouvernement grec a ainsi tenté de faire pression sur l'eurogroupe, qui rassemble les ministres des finances de la zone euro, afin d'imposer son programme économique, qui passe par une renégociation de la dette et un défaut partiel.

La réunion de l'eurogroupe du 20 février, a pourtant mis en évidence la position de faiblesse du nouveau gouvernement grec vis à vis de ses créanciers, et plus particulièrement de l'Allemagne qui représente la ligne dure de l'orthodoxie budgétaire en Europe. Ainsi, aux déclarations de porte-parole du gouvernement (http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/02/15/la-grece-prete-a-un-declaration-de-reformes_4576852_3214.html) affirmant que : *« La Grèce ne poursuivra pas dans la voie d'un programme qui a les caractéristiques des programmes des précédents gouvernements »*, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble répondait (<http://www.challenges.fr/finance-et-marche/20150216.REU0540/lead-1-grece-schauble-sceptique-sur-les-chances-d-un-accord-ce-lundi.html>) que : *« [...] la Grèce a vécu au-dessus de ses moyens pendant longtemps et que personne ne veut plus (lui) donner de l'argent sans garanties »* affirmant que le nouveau programme du gouvernement était *« assez irresponsable »*. La réunion se solda donc par un échec, le gouvernement Syriza comme l'eurogroupe campant sur des positions incompatibles. Cependant, acculé par les besoins de financement de son système bancaire (<http://www.zonebourse.com/actualite-bourse/La-Grece-a-demande-E5-mds-de-fonds-ELA-supplementaires-sources--19893178>) qui n'a plus accès au marché des capitaux (les banques grecques ont massivement acheté de la dette nationale et sont de fait exclues du marché interbancaire), estimés à 3,3 milliards d'euros, le gouvernement grec capitula le jeudi suivant.

Dans une lettre (<http://www.eric-verhaeghe.fr/comment-tsipras-sest-mis-a-genoux-face-a-leurope/>) adressée au président de l'eurogroupe, Alexis Tsipras demandait officiellement l'extension du programme de financement d'urgence du système bancaire grec pour les six prochains mois, assortis des conditions imposées par les créanciers : le respect des objectifs fiscaux définis par la « troïka », le financement « neutre » des nouvelles mesures prévues dans le programme économique de Syriza, et le maintien d'une supervision des réformes économiques par la « troïka » qui sera simplement renommée « institutions ». Malgré cette capitulation en bonne et due forme, l'Allemagne exigeait une liste de propositions concrètes conditionnant l'extension du programme d'assistance financière. Les changements par rapport à la situation antérieure sont avant tout communicationnels et destinés à donner l'impression à l'électorat grec d'une souveraineté retrouvée, qui reste cependant uniquement de façade.

Ainsi, si la nature des réformes exigées par les créanciers ne change pas, elles seront dorénavant présentées par les autorités grecques mais devront cependant être validées par les « institutions », c'est à dire la « troïka », avant tout déblocage effectif des fonds. Selon le communiqué de l'eurogroupe (<http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/02/150220-eurogroup-statement-greece/>) :

« Les autorités grecques présenteront une première liste de réformes, fondées sur l'accord actuel, au plus tard le lundi 23 février. Les institutions se livreront à une première lecture pour savoir si ces propositions sont suffisantes pour constituer un point de départ pour une conclusion positive de l'examen global. La liste sera ensuite précisée et soumise à l'agrément final des institutions à la fin du mois d'avril. »

Le gouvernement grec a également renoncé à toute prétention de renégociation de la dette, mesure qui conditionnait pourtant la mise en place de son programme économique :

« Les autorités grecques réitérent leur engagement à honorer pleinement leurs obligations financières vis à vis de tous leurs créanciers et à respecter leur calendrier. »

L'aile gauche de Syriza considérera avec justesse que l'accord obtenu par le gouvernement constituait en réalité une trahison des électeurs et une capitulation en rase campagne. Le député Manolis Glezos écrivit dans un article (<http://www.okeaneews.fr/20150222-glezos-je-demande-au-peuple-grec-de-pardonne-davoir-contribue-cette-illusion>) publié le lendemain : *« Je demande au peuple grec de me pardonner pour avoir contribué à cette illusion »,* il affirme également, en se référant à la servitude de la dette dans laquelle est placée la Grèce : *« entre l'oppressé et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté. »*

/tag/eiil/)Etat Islamique

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/etat-islamique/) ^{Faax}

drapeau (<http://arretsurinfo.ch/tag/taux-drapeau/>)

François Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/francois-hollande/>)

Gaza

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/gaza/) ^{Grèce}

(<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>)

Guerre au terrorisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>)

Hamas (<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>)

Intervention

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/intervention/) ^{Islam}

(<http://arretsurinfo.ch/tag/islam/>)

Lobby israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-israelien/>)

Manipulations politiques

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/manipulations-politiques/) ^{Maidan}

(<http://arretsurinfo.ch/tag/maidan/>)

Mensonges d'Etat

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/mensonges-detat/) ^{MH17}

(<http://arretsurinfo.ch/tag/mh17/>)

Novorossia (<http://arretsurinfo.ch/tag/novorossia/>)

ONU

(<http://arretsurinfo.ch/tag/onu/>)

OTAN

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/otan/)Propagande

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/propagande/) ^{Résistance}

palestinienne (<http://arretsurinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>)

Sanctions (<http://arretsurinfo.ch/tag/sanctions/>)

Stratégie de la tension (<http://arretsurinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>)

Syriza (<http://arretsurinfo.ch/tag/syriza/>)

Terrorisme

israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-israelien/>)

Terrorisme takfiri

(<http://arretsurinfo.ch>)

/tag/terrorisme-djihadiste/) ^{Vladimir}

Poutine (<http://arretsurinfo.ch/tag/vladimir-poutine/>)

Dans ce contexte, l'adoption de la loi sur la « crise humanitaire » par le parlement grec, point central du programme de Syriza, prévoyant la gratuité de l'électricité et des transports pour les ménages en dessous du seuil de pauvreté, un troisième mois pour les plus petites pensions, et la réintégration des fonctionnaires licenciés, a été considéré par la commission comme une initiative contraire à l'accord du 23 février, et son application reste hypothéquée à son autorisation. Le déblocage des financements reste en effet conditionné à l'application d'un ensemble de réformes auxquelles s'est engagée la Grèce et dont la mise en oeuvre doit être validée par les créanciers. Ors, le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker a déclaré à ce sujet (<http://www.euractiv.fr/sections/euro-finances/athenes-adopte-envers-et-contre-tout-sa-loi-sur-la-pauvrete-313025>) : « *je reste inquiet et je ne suis pas satisfait des progrès faits ces derniers jours. Je voudrais que tout le monde retrouve son sérieux.* »

Le gouvernement d'Alexis Tsipras est quant à lui aux abois et dans l'incapacité d'assurer les besoins de financement des services de l'état (<http://www.challenges.fr/europe/20150315.CHA3870/le-grece-pourrait-se-retrouver-a-court-d-argent-a-la-fin-du-mois.html?tor=RSS-85>) ainsi que d'assurer ses échéances financières à venir. Il reste donc suspendu aux perfusions des créanciers et ne dispose d'aucune marge de négociation. Il s'agit d'un retour à la case départ pour Syriza qui se trouve aujourd'hui engagé sur le même chemin de servitude que les différentes coalitions gouvernementales s'étant succédées ces dernières années et dont la population grecque pensait s'être libérée en portant le parti au pouvoir.

Comme l'histoire l'a montré, il n'existe pas d'échappatoire à la servitude vis à vis des créanciers sans défaut sur la dette. Un défaut grec passerait cependant par une sortie de l'euro, ce qui n'a jamais fait partie du programme de Syriza. La capitulation du gouvernement grec montre pourtant qu'il n'existe pas d'alternative en vue d'un recouvrement de la souveraineté nationale...

Guillaume Borel | 25 mars 2015

Source: <http://arretsurinfo.ch/grece-l'asservissement-par-la-dette/> (<http://arretsurinfo.ch/grece-l'asservissement-par-la-dette/>)



Tweet (<http://twitter.com/share>) 10



Dette (), Grèce (), Jean-Claude Juncker (), Syriza ()

Je soutiens Arrêt Sur Info (<http://arretsurinfo.ch/donations/>)

- Accueil (<http://arretsurinfo.ch/accueil/>)
- International (<http://arretsurinfo.ch/category/international/>)
- Politique (<http://arretsurinfo.ch/category/politique/>)
- Médias (<http://arretsurinfo.ch/category/medias/>)
- Société (<http://arretsurinfo.ch/category/societe/>)
- Culture (<http://arretsurinfo.ch/category/culture/>)
- Vidéos (<http://arretsurinfo.ch/category/videos/>)
- Silviacattori.net (<http://silviacattori.net/>)
- A propos (<http://arretsurinfo.ch/qui-sommes-nous/>)
- Charte d'Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/page-d-exemple/>)
- Participer (<http://arretsurinfo.ch/blog/>)
- Auteurs référencés (<http://arretsurinfo.ch/auteurs/>)
- Contact (<http://arretsurinfo.ch/contact/>)
- Pourquoi une donation ? (<http://arretsurinfo.ch/pourquoi-une-donation-2/>)
- Proposez vos traductions (<http://arretsurinfo.ch/proposez-vos-articles/>)

© 2015 Arrêt sur Info. All Rights Reserved.

